

VŒUX 2020 JEAN-PAUL BRET / 28 JANVIER

C'est avec une certaine émotion que j'ouvre cette cérémonie des vœux de l'année 2020 qui sera la dernière de ma vie politique, au terme d'une belle aventure de 10 ans en ce qui concerne ma fonction de président de l'Agence, inaugurée le 17 juin 2010.

Dix ans : c'est le plus long mandat exercé à ce jour ; une décennie, sur les cinq que compte l'histoire de l'Agence ! Et autre première, une présidence exercée par un élu extérieur à l'agglomération grenobloise. Plus qu'un symbole, c'était un nouveau départ pour une agence que je voulais au service de la diversité et de l'articulation des territoires.

Que de chemin parcouru. Beaucoup d'entre vous n'étaient d'ailleurs probablement pas encore en ces murs, tant l'équipe s'est renouvelée et rajeunie ces dernières années. Vous avez insufflé une énergie nouvelle, salvatrice, au moment où l'Agence avait à la fois besoin de reconquérir la confiance de ses partenaires et de porter des projets ambitieux.

L'alliance des anciens et des nouveaux, de l'expérience et des regards neufs, a produit une dynamique féconde, presque une renaissance pour un organisme qui était alors un peu au bord du gouffre.

Pardonnez-moi ce retour en arrière, mais il est important de savoir d'où l'on vient pour construire l'avenir. C'est d'ailleurs l'une des forces de cette agence qui aura été de toutes les étapes de construction de la grande région grenobloise et qui en garde la mémoire. Un point d'appui essentiel pour les équipes politiques et techniques à venir.

En 2010 donc, dans un contexte institutionnel de plus en plus mouvant, l'Agence souffrait d'un positionnement technique et un peu autocentré qui l'avait progressivement coupée de ses liens politiques. Avec Jean-Michel Évin qui prenait la direction, et avec une équipe très mobilisée dans l'élaboration d'un Projet d'Agence ambitieux, nous avons pris la mesure de l'urgence et tracé une nouvelle route. Le point capital de cette transformation à marche forcée aura été la relation retrouvée de l'Agence aux territoires et à leurs élus, au moment où la montée en puissance des EPCI lui imposait de renouveler son offre de service et d'élargir son rayonnement territorial. Ce fût l'objectif majeur de mon premier mandat, et nous l'avons atteint ensemble.

Mais en 2014, année de mon second mandat et de prise de fonction de Benoît Parent dans un contexte de fort renouvellement électoral, de mutations territoriale et sociétale, il a fallu accélérer la cadence du changement. Les élus ont pointé de nouveaux enjeux et de nouveaux défis. Nous les avons traduits dans l'acte II du Projet d'Agence, plus ambitieux encore que le premier.

2015, avec l'avènement de la Métropole grenobloise, a été une année charnière majeure. Elle donnait le top départ d'une course contre la montre inédite qui allait occuper l'essentiel des équipes jusqu'à aujourd'hui.

À ces circonstances exceptionnelles, il a fallu apporter des réponses exceptionnelles. C'est à dire se mettre en capacité de satisfaire les demandes de territoires en fort besoin d'ingénierie, tout en répondant aux exigences de l'élaboration de 5 PLUi, dont celui de la Métropole.

Il n'était pas question de choisir entre les demandes des territoires, et j'ai dû revoir alors ma position qui voulait que l'Agence avance à effectif constant. Avec l'ensemble des élus membres, nous avons unanimement décidé de renforcer l'équipe, dans le temps compté d'emmenner ces PLUi à leur terme.

Tous ou presque sont approuvés en cette fin janvier 2020 (celui du Massif du Vercors devrait l'être au 31 janvier). Le pari était audacieux. Il a été relevé grâce à votre investissement sans relâche, remarqué et salué par tous. La mobilisation des équipes techniques autant que la cohésion et l'engagement de la gouvernance politique, la qualité de la relation nouée avec les territoires, resteront des marqueurs forts de cette période.

De et par cette expérience intense, l'Agence sort transformée.

Paradoxalement, dans la mise en œuvre des PLUi, elle a montré qu'elle n'était pas « que planification ». En la matière, son expertise et sa capacité de production sont confortées ; mais elle a révélé bien d'autres savoir-faire et surtout, l'étendue de ses compétences et la transversalité de ses approches. Aucun autre organisme local, à ma connaissance, n'est en capacité de croiser à ce niveau et à cette diversité d'échelles une connaissance aussi fine des questions de mobilité, d'habitat, de société, d'environnement, mais aussi de patrimoine et de paysage, et de telles capacités d'observation et d'analyse de nos territoires et de leurs habitants. Les acquis collectifs sont inédits et précieux.

Plus encore, l'Agence s'est distinguée par sa capacité à gérer et animer des projets complexes, pluri-acteurs, en faisant preuve d'une souplesse, d'une réactivité et d'une disponibilité, reconnues de tous ; elle a montré sa capacité d'interfaçage, tant au plan technique que politique. La relation qu'elle entretient avec les territoires - tous les territoires - s'est de ce fait améliorée de manière très significative. Au point qu'aujourd'hui certains territoires non métropolitains voient dans l'Agence un relais efficace de leurs préoccupations.

Cette agence, taxée un temps de dogmatisme, soupçonnée d'être le bras armé du SCoT ou de la Métropole, est aujourd'hui perçue comme un organisme à l'écoute, au service des élus du territoire sans distinction, respectueuse des positions et convictions de chacun. Une évolution nette, révélée par la vingtaine d'entretiens réalisés auprès d'élus et acteurs du grand territoire fin 2019, dans la perspective du prochain mandat et du nouveau Projet d'Agence.

C'est donc avec de nombreux motifs de satisfaction et une certaine fierté que je m'apprête à laisser les clés d'une présidence dans laquelle j'ai mis beaucoup de cœur, de disponibilité et d'énergie. Le socle pour construire la suite est solide. Le contexte, complexe et incertain, l'est malheureusement un peu moins.

À l'évidence, de nouveaux challenges s'ouvrent pour l'Agence dont l'activité prochaine, sur fond de crises, de mutations et d'injonctions nouvelles, ne devrait guère connaître de répit.

Pour répondre aux besoins et attentes plus qu'exigeants qui ne manqueront pas de s'exprimer à l'issue du scrutin, il va lui falloir encore progresser, et sur certains points sans doute, se réinventer.

La transition est dans toutes les bouches ; je finis, au terme de ma carrière politique, par trouver ce mot un peu faible. N'est-ce pas une autorisation à se donner du temps ? Or du temps, au rythme de l'épuisement de notre planète, je crains que nous n'en ayons plus beaucoup. Dans ce domaine comme dans tant d'autres, le problème est moins de s'entendre sur des réponses ou des promesses d'avance faussées, à courte vue, que sur des questions intelligemment formulées, collectivement débattues, pour apporter enfin des réponses éclairées, comprises, partagées.

Loin d'être pessimiste ou grinçant, j'essaie d'être simplement honnête et responsable.

Nous savons que les énergies fossiles ne sont pas inépuisables, que leur surexploitation et leurs usages sont néfastes, que notre modèle de développement né à la fin du XIX^e s. n'est pas un modèle soutenable, et ce, de quelque point de vue qu'on se place : environnemental, sanitaire, économique ou social, ils sont indissociables.

Si vertueuses et performantes soient-elles, nos politiques environnementales se heurtent aux limites d'une stratégie d'expansion consommatrice d'espaces et de ressources. En tirant le bilan de mon action dans le Pays Voironnais, j'ai dit que nous n'étions pas allés assez loin en matière de transition environnementale. L'aurions-nous été plus, que notre action isolée n'en n'aurait sans doute pas été plus efficace. Il nous faut sortir des injonctions contradictoires. Je le réaffirme aujourd'hui : juxtaposer des politiques environnementales, aussi performantes soient-elles, avec des politiques de développement et de croissance classiques, est voué à l'échec.

Vous connaissez mes valeurs et mes engagements.

Au même titre que le développement durable, l'exigence de solidarité et de cohésion sociales doit constituer une préoccupation transversale à l'ensemble des politiques et des actions. Poursuivre avec une société et des territoires à deux vitesses nous mène à la rupture.

Nous touchons ici à ce qui est pour moi le cœur même de l'action et du débat publics, en dehors de toute considération institutionnelle : la solidarité, la coopération territoriale, au service des habitants, notamment les plus fragiles, dans leurs vies de tous les jours, multiples et sans frontières.

Je n'apprendrai à personne ici à quel point la tertiarisation de l'économie, la métropolisation, l'évolution des modes de vie et des pratiques territoriales ont forgé ce

grand système métropolitain dans lequel la Métropole, le Pays Voironnais, le Grésivaudan, la Bièvre et les massifs sont de plus en plus interdépendants. Aucun des grands enjeux du territoire - l'attractivité, la mobilité, l'économie et l'emploi, la santé publique, la transition énergétique, l'autonomie alimentaire, la gestion des risques - ne peuvent être abordés sans une coopération approfondie à cette échelle. C'est pourquoi je me réjouis que nous soyons enfin parvenus en cette fin de mandat, à créer un syndicat des mobilités de la grande région grenobloise. Un grand pas est franchi ; mais l'interrelation des territoires de la grande région grenobloise reste à construire, à orchestrer ou fortifier. Avec le SCoT de la Grande Région de Grenoble, qui vient de tirer son bilan, et avec l'EPFL du Dauphiné dont le périmètre d'action au service d'une politique foncière efficace couvre le grand Sud Isère, notamment les territoires de montagne, nous sommes outillés pour cela.

Tant de choses sont à revoir, à repenser, à inventer.

Ce sera je le pense un beau terrain d'expression pour l'Agence, particulièrement attendue sur ses capacités d'observation, de prospective et d'innovation. Ses liens très étroits avec l'Université, la dynamique enclenchée avec son conseil scientifique et Grand A, son insertion dans de nombreux réseaux, sont des points d'appui précieux pour les futures équipes politiques et stratégiques.

10 ans m'ont convaincu de l'utilité publique de l'Agence ; aujourd'hui plus que jamais, les territoires ont besoin d'une structure d'ingénierie fiable à leurs côtés pour les accompagner dans la conduite du changement.

Au moment de quitter le navire, je ne voudrais surtout pas m'ériger pas en donneur de leçon ; plutôt en passeur de témoin, dans une course difficile qui va se gagner, je veux y croire, dans les derniers mètres. Une course où l'on ne devrait pas courir les uns contre les autres, mais ensemble, vers un but commun : le mieux-être de tous. Entre outil mémoire et prospectif, espace de dialogue, de partage d'expériences et de connaissances, forte de son statut partenarial, notre Agence alpine est une indispensable plateforme de coordination et de coopération. Son président doit incarner ce positionnement, au service de la diversité des territoires et surtout, de l'épanouissement de leurs habitants. Car je le martèle, c'est le fondement de l'action publique. C'est notre boussole.

Demain plus d'humain, ou la promesse d'un avenir qui repose sur quatre piliers solides : humanité, altérité, naturalité, urbanité. Voilà ce que j'appelle de mes vœux en ce début d'année 2020.

Merci à vous tous pour l'énergie que vous mettez au service de cette promesse. Merci aux représentants politiques qui m'ont soutenu durant ces dix années de gouvernance de l'Agence et porté avec moi le projet d'un outil d'union et de coopération territoriale.

Merci à vous Benoît et à votre équipe, pour votre mobilisation et votre loyauté sans faille.